Document generated on 07/06/2025 6:03 a.m.

Lien social et Politiques

Lien social et Politiques

On est des entêté(e)s. Pensez pas nous épuiser
We're stubborn. You can't wear us down

Jocelyne Lamoureux

Number 51, Spring 2004

Engagement social et politique dans le parcours de vie

URI: https://id.erudit.org/iderudit/008867ar
DOI: https://doi.org/10.7202/008867ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)
1703-9665 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lamoureux, J. (2004). On est des entêté(e)s. Pensez pas nous épuiser. *Lien social et Politiques*, (51), 29–38. https://doi.org/10.7202/008867ar

Article abstract

This article maps the relationship between individual biography and social engagement. It is informed by a belief in the heuristic importance of the word, lived experience, and reflexive action by people directly touched by marginalisation and exclusion. Quebec's autonomous community sector is the privileged location for involvement made possible by democratisation of a range of new social spaces, until now rarely politicised.

© Lien social et Politiques, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

On est des entêté(e)s, pensez pas nous épuiser

Jocelyne Lamoureux

Dans les années 1970, on a vu poindre et prendre essor de nouveaux mouvements sociaux [1] élargissant les conflits sociaux à d'autres domaines que le travail, la question ouvrière et syndicale. Cette diffusion de la conflictualité sociale hors production ou hors travail politise des domaines variés, comme, entre autres, les rapports sociaux de sexe, d'âge, d'origine ethnoculturelle, l'orientation sexuelle, la défense de l'environnement, les problèmes de consommation collective et d'usage des services publics. Elle permet de mettre en relief les aspects négatifs des modes de domination, de rationalité, de contrôle social et d'appropriation étatique du social de la société. De façon plus large, les pratiques sociales contestataires et alternatives rejoignent divers enjeux concernant les liens avec la nature (rapport au corps et à l'environnement), avec le temps et l'espace (les mouvements sociaux ayant tendance à créer de nouveaux lieux de rassemblement et des formes organisationnelles souples, segmentées, polycéphales), avec les questions sur qui décide des codes, de la formation du sens, des identités, enfin, avec le nécessaire élargissement du système d'action politique et de l'espace public.

Au Québec, l'un de ces mouvements est le mouvement communautaire autonome. Appelé jadis par certains le « mouvement populaire », il est apparu ici dans la décennie 1960, bien que des expériences novatrices d'implication sociale aient marqué les années 1950, comme en témoignent les mobilisations des jeunesses ouvrières et étudiantes catholiques et l'important secteur des coopératives. Il est constitué d'une immense « nébuleuse aux confins incertains et à la densité variable » (on trouve l'expression dans Melucci, 1983) de groupes, de regroupements, d'associations, de solidarités [2] désignant, selon Bélanger et Lévesque (1992 : 713) :

> l'ensemble relativement vaste et diversifié des organisations qui reposent sur la participation populaire (ou la participation de la communauté) et qui se développent en marge des partis politiques et des organisations syndicales sur le terrain des conditions de vie et de la consommation collective.

L'engagement social et politique dont il sera question dans cet article est celui qu'on retrouve dans ce mouvement autonome, d'intérêt public, ayant ses propres visées politiques — justice sociale, démocratie, égalité, pluralisme — et des caractéristiques communes [3].

Nous travaillons, en effet, depuis quelques années à des recherches portant globalement sur le rapport au politique du mouvement communautaire autonome au Québec, notamment par le biais d'une interrogation sur les représentations et pratiques de

Lien social et Politiques – RIAC, 51, *Engagement social et politique dans le parcours de vie.* Printemps 2004, pages 29 à 38.

citoyenneté et de démocratie qu'on y retrouve (Lamoureux, 1999, 2000, 2001, 2004). Afin d'explorer la thématique des liens réciproques entre les parcours biographiques et l'engagement social et politique, c'est le matériau d'entrevues collectives semi-dirigées, tenues avec quelque 85 membres de la base (les entretiens avec les travailleuses et travailleurs ne seront pas utilisés ici) appartenant à cinq groupes, qui nous servira d'assise. Ces derniers sont le Projet Genèse et le Comité des femmes d'Action autonomie, de Montréal, le Carrefour de pastorale en monde ouvrier (CAPMO), de Québec, le Café-Jeunesse multiculturel, de Montréal-Nord, et le Centre mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), de Trois-Rivières, respectivement groupe communautaire du quartier pluriethnique de Côte-des-Neiges, collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal, carrefour d'éducation populaire actif dans les quartiers centraux de la capitale, maison de jeunes et organisme d'alphabétisation, d'éducation populaire et d'économie sociale. Nous avons de plus animé deux tables rondes sur le thème « citoyenneté et toxicomanie », avec une quinzaine de personnes touchées.

Dans les recherches participatives servant de creuset à la présente réflexion, nous voulions repérer, comprendre et nommer les représentations et les pratiques de citoyenneté et de démocratie développées par des groupes à la base du mouvement communautaire autonome. Nous postulions que des expériences significatives s'y déroulaient, et que des personnes — souvent marginalisées — rejointes par ces groupes, ou membres de ceux-ci, possédaient des savoirs à la fois empiriques et experts pouvant éclairer la réflexion en cours sur la citoyenneté, d'une part, et sur la démocratie comme culture au sein même des organismes parties prenantes à l'exploration, d'autre part. Une triple stratégie de recherche a réuni 1) l'analyse d'une abondante documentation produite par les groupes, 2) plus d'une trentaine d'observations conduites sur le terrain (assemblées publiques, réunions des conseils d'administration, activités éducatives, ateliers expressifs, soupers communautaires et fêtes, assemblées mensuelles et générales, actions directes de protestation) et 3) quatorze entretiens semi-dirigés collectifs auxquels ont participé 117 personnes.

Plusieurs auteur(e)s, dont McAll (1995), Hassenteufel (1996, 1997), Boismenu et Jenson (1996), Young (1989, 1990, 2000), ont sondé cette thématique des entraves à l'agir citoyen qu'entraînent les phénomènes de disqualification et de désaffiliation (Paugam, 1991; Castel, 1995). Nous étions aussi intéressée à comprendre les systèmes de signes, de sens et d'action exprimant le vécu concret de ces entraves, mais nous voulions en sus être attentive aux trajectoires des personnes qui, volontairement, devenaient actives dans les divers groupes. L'une des préoccupations du travail d'enquête portait sur la manière dont ces derniers agissaient pour donner une voix, une visibilité, un poids à ceux et celles qui sont l'objet de diverses formes d'exclusion. Nous nous demandions comment, surtout, les personnes elles-mêmes réfléchissaient et nommaient leur cheminement.

Pour le présent article, trois questions centrales nous préoccupent et nous tenterons de les approfondir en ayant largement recours aux propos des membres actifs-actives rencontré(e)s : quelles marques laissent le déni de citoyenneté ou le fait de vivre aux marges du système ? Que retrouve-t-on comme moments clés déclenchant ou activant des formes d'engagement ? Comment, en retour, l'implication — au sens où Donzelot (1994) l'entend, c'est-à-dire « ce par quoi chacun est sollicité pour devenir producteur de lien social » — laisse-t-elle des repères sur les parcours biographiques ?

Contraintes et empreintes sur les trajectoires de vie

Les personnes membres de la base participant activement aux divers groupes communautaires et rencontrées en entrevues collectives semi-dirigées[4] ont, la plupart du temps, parlé du thème que nous explorions — la citoyenneté — en soulignant son creux, sa perte, son manque, une sorte « d'en dehors » de l'appartenance et de la reconnaissance. En effet, vivre la pauvreté, l'analphabétisme, les embûches à l'installation au pays, l'étiquetage en raison de ses ancrages ethnoculturels, de l'expérience de la folie ou de ses modes de vie marginaux, marque souvent de manière indélébile. Affronter la mine inquiète ou réprobatrice des enfants dont on ne peut remplir les besoins essentiels, être constamment soumis(e) aux décisions des autres, intérioriser le regard

entendu, méprisant ou paternaliste de la famille, du voisinage, des fonctionnaires des services publics, devoir s'exposer à d'incessantes évaluations de professionnels chargés de son « cas », ou aux propos humiliants de propriétaires de logement, de patrons et de commerçants, ne sont pas sans graver de brûlantes empreintes.

Or, pour qualifier les effets causés par les contraintes, les traces gravées dans les idées, incorporées, nous parlons de souffrance sociale. Cette notion — fruit, notamment, des travaux de Kleinman (1996, 1997) — se rapporte à la souffrance comme expérience sociale, imbriquée dans le maillage complexe de causalités macro- et microsociales ainsi que personnelles, comme expression singulière, tributaire de contextes socioculturels précis. Parler de souffrance ramène aussi à Ricoeur (1994), qui en a évoqué l'altération à soi, aux autres, et la tension entre « le pâtir et l'agir ». Car la souffrance, si elle est rappel de la violence subie, effort pour la dire, en retenir les enseignements, peut être aussi, comme nous le verrons plus tard, stratégie de contournement, d'apprivoisement, de réaction, de retissage, avec ses séquences d'avancées, de reculs, de piétinements.

Les métaphores recueillies des propos des participant(e)s des groupes pour rendre compte de l'exclusion, de la relégation, de l'assignation identitaire, de l'injonction insistante à toujours faire preuve d'efforts pour « s'en sortir », sont essentiellement de deux ordres : renvoyant soit à une souffrance intolérable, soit à un rapport à un espace labyrinthique. Les violences systémiques vécues sont en effet évoquées par des images de coups, de menaces, d'expulsions. Deux personnes, d'une activité d'alphabétisation à Trois-Rivières, se sont ainsi exprimées :

> — Ceux qui ont de la difficulté à parler, ils sont tassés de la société.
>
> — À quarante ans, on n'a plus de place dans la société. Ils nous prennent comme déchets. […] Ils ne peuvent nous envoyer à l'école à cet âge-là; […] ils nous mettent dans un sac, ils le bouclent puis ils mettent ça sur le bord du chemin.

Le repoussement aux marges, pour cause de situation économique ou de différences culturelles, est pénible parce qu'il rend invisible, inaudible, illégitime. « La crédibilité, c'est comme si tout allait à l'encontre. Tout m'enlève les occasions d'être crédible. […] Je pense que ça a à voir avec mon statut social », témoigne une jeune femme monoparentale. Il est beaucoup question, dans les propos notés, de figures de recroquevillement, rapetissement, rétraction en soi ou dans « un coin », de honte et de peur de la moquerie, d'évocation de signes de flétrissure provoquant chez l'autre recul, dégoût, rejet. « C'est blessant, […] on devient complexé au coton. Ça me brise le cœur, […] toujours, on est obligé de faire un petit travail de *dead-end*, de trou-de-cul », soulignait un participant de COMSEP. La double logique du marquage, du stigmate, fonctionne à plein régime : l'unidimensionnalité — un seul pôle identitaire réducteur : BS, arriéré(e), étranger(ère), fou-folle, femme seule, drogué(e) — et, d'autre part, la globalisation, les personnes devenant des « pareilles-au-même ». Les préjugés et le mépris peuvent dégénérer en violence. Ainsi, au moment de certaines entrevues sévissait une forte opposition, de la part de commerçants, de notables du quartier et de résidants voisins, à l'établissement d'une ressource d'échange de seringues sur une artère du centre-ville de Montréal. Le climat a dégénéré : menaces d'incendier ou de dynamiter le local, réaction exacerbée de certains missionnaires d'un monastère tout proche, qualifiant les personnes utilisatrices de drogues de « déchets toxiques » et clamant qu'« au moins en Afrique, on n'imposait pas les lépreux aux gens normaux »…

Dans un autre contexte, une des membres fondatrices d'un comité de femmes dans un groupe de défense des droits en santé mentale soulignait le thème récurrent de la violence, quand ces femmes évoquaient leurs trajectoires de vie : au niveau familial, conjugal; au niveau de la psychiatrie traditionnelle, qui baîllonne les femmes; dans la pauvreté vécue comme forme de violence; dans l'expérience traumatisante de la perte prolongée de la garde de leurs enfants. « C'est un fil conducteur dans les témoignages par rapport aux obstacles à l'appropriation du pouvoir. »

La seconde série de métaphores rencontrées renvoie à un rapport à l'espace fait d'enchevêtrements inextricables, d'enclos, de hauts murs, de portes cadenassées, d'échelles dont les barreaux du bas sont brisées, de courses à obstacles. Au CAPMO, de Québec, une participante nous a lu un extrait de son journal :

> [Mon tunnel] est sous forme de labyrinthe avec une entrée, sans sortie, parfois très étroit, sans lumière. J'angoisse continuellement, même à en vomir. Je reste immobile à cause de l'espace. C'est vraiment infernal. Cela me donne envie de mourir tellement c'est fort. Je ne vois aucun moyen d'en sortir.

Si nous avons commencé cet article par un bref regard sur certaines des expressions de désaffiliation, de déqualification qu'ont retenues des hommes et des femmes

interviewé(e)s, ce n'est certes pas pour tracer un portrait unilatéral et doloriste de personnes broyées, ployées, silencieuses et désertées, en somme victimes. Il s'agissait plutôt, d'une part, de rappeler que beaucoup de personnes qui cheminent vers ou dans l'engagement social et politique viennent, du moins dans le mouvement communautaire québécois, très fréquemment des marges du système ou de la frontière, justement, entre le dehors et le dedans, se trouvent là où leur débordement, leur « en-trop », a peu ou n'a pas du tout droit de cité. Il s'agissait d'autre part — et surtout — de rappeler que le concept de souffrance sociale n'est pas uniquement synonyme de contraintes et d'empreintes, mais aussi de stratégies multiples de déplacements, de résistances, de retissages, afin de (re)prendre une place, (re)trouver sa part comme personne à part entière. Ricoeur (1994 : 69), dans la tension qu'il exprime entre « le pâtir et l'agir », incite à l'examen du sens premier contenu dans l'idée de souffrance, à savoir endurer, c'est-à-dire persévérer dans le désir d'être et l'effort pour exister « en dépit de ».

Dans le cas qui nous occupe, les participant(e)s des groupes de services alternatifs, de socialisation, d'entraide et de défense des droits ont souvent d'abord sollicité divers services et conseils : dépannage alimentaire, information juridique sur le code du logement, les lois d'immigration et de sécurité du revenu, ou le droit matrimonial. Elles se sont jointes à diverses formations : alphabétisation populaire, couture, cuisine, aide aux devoirs. Elles ont cherché à se défendre, à sortir de leur isolement, à s'exprimer dans un contexte chaleureux, à rencontrer d'autres personnes, à avoir du plaisir, à retrouver le sens de la fête.

Les personnes rencontrées étaient des femmes et des hommes, soit membres réguliers ou participants actifs des organismes communautaires, soit récemment arrivés ou engagés depuis parfois une dizaine d'années. Ce sont maintenant leur cheminement au sein de ces groupes, leur capacité de réaction et d'organisation, leurs formes de créativité que nous allons examiner. Mais nous croyons d'abord nécessaire de nous interroger sur quelques moments déclencheurs ou nourriciers dans leurs trajectoires vers l'engagement. Encore là, nous tenterons de noter leurs propos les plus éclairants.

« Devenir "pratiquant" ! »

Cette formule, lancée spontanément par une jeune assistée sociale lors d'une des premières assemblées d'information-formation sur un « Projet de loi sur l'élimination de la pauvreté », nous a paru éloquente quant au sens que peut prendre le mot engagement. *Pratiquer* — antonyme de *s'abstenir*, *ignorer* — n'appelle pas ici à l'observance d'un culte, mais induit l'idée d'une réaction, d'une mise en action, d'un *faire* accompagné de réflexion. Tout cela nous ramène aux écrits sur la praxéologie (Gillet, 1995), qui insistent sur les parcours réciproques entre le vécu, la pratique — c'est-à-dire le social se faisant — et la pensée.

Interrogé(e)s sur des expériences, significatives à leurs yeux, de citoyenneté les ayant ému(e)s et stimulé(e)s dans leur implication, les participant(e)s des groupes ont décrit une grande diversité de moments. Plusieurs ont parlé de situations touchant leur vie personnelle, telle cette femme du CAPMO :

> Moi, l'expérience qui a été la plus importante dans le fond — avant de passer au collectif, il faut aller de l'individuel — ce serait mon divorce. Pourquoi ? Ben, parce que c'était pour moi la première décision, là, la première affirmation de moi : un épanouissement en quelque part. Tous mes engagements ont suivi après.

On connaît, dans le mouvement des femmes et dans les pratiques d'éducation populaire, l'importance accordée à la narration, à cet espace ouvert où la parole sur soi peut couler ininterrompue, mais aussi où, à l'opposé, le silence et son envers, le cri, peuvent être vécus avec respect. Iris Young (2000), politologue féministe, aborde la question des récits de vie : les histoires, les témoignages servant à expliquer, se rendre compte, démontrer à partir des expériences personnelles ou collectives. Ces « savoirs situés » permettent aux individus des groupes dominés de se reconnaître, de trouver « les mots pour le dire » et de construire éventuellement des synthèses réflexives. Ainsi, c'est dans le cadre d'une activité typique du CAPMO appelée « carrefour de savoirs », formule créée pour creuser diverses questions en explorant l'expertise des personnes vivant elles-mêmes les situations étudiées, qu'un homme a parlé d'une expérience de prise de conscience déterminante dans son cheminement :

> C'est en faisant mes histoires de vie, c'est là que j'ai compris, que… j'ai écrit m'avouer pauvre, financièrement, là. Puis pourquoi je ne l'ai peut-être jamais dit à moi et puis aux autres : la honte d'être jugé face aux préjugés naturellement. C'est que ça m'a fait… perdre un poids, allégé si l'on veut. Je vois là une expérience de citoyenneté. Le plus qu'il me reste ben, ç'a été de m'apercevoir que je n'étais pas seul à être pauvre financièrement et à avoir peur d'être jugé. C'est l'affirmation de moi.

Une autre des motivations importantes à l'implication est de sentir que l'on compte :

> Si je ne peux pas gagner ma vie, […] au moins j'essaie d'être utile avec mon temps… Je fais du bénévolat parci par-là : au comptoir vestimentaire de COMSEP, aux cuisines collectives. C'est ma façon de contribuer.

On pourrait croire que « devenir pratiquant » est obligatoirement l'aboutissement d'un processus d'apprivoisement, d'information et de formation sur le contexte, ou sur des problèmes précis, et puis de mise en action. Or, c'est loin de toujours être le cas, et la vieille maxime des jécistes — « comprendre, juger, agir » — se décline autrement. Une forme de sociologie de l'expérience, comme la nomme Dubet (1995), ou une pédagogie de l'appropriation de l'acte favorisent l'implication. C'est plongé(e)s dans des actions que les membres saisissent, par bribes, la culture des divers milieux, éprouvent sympathie ou méfiance au long des divers apprentissages et vécus *in situ*, et que, dans un va-et-vient, s'opère la logique de subjectivation, de construction de soi et de ses valeurs personnelles. Plusieurs témoignages ont fait état d'une participation volontaire à une activité collective qui émeut ou bouleverse, d'une immersion intense dans l'espace d'action du groupe communautaire. Deux membres racontent :

> —J'ai trouvé ma place à CAPMO par deux activités : le Jeûne à relais [5] et la Nuit des taons qui piquent [6]. Moi, je n'étais pas juste appauvrie du portemonnaie, mais dans tout mon être. […] Je ne sais pas très bien lire et, finalement, j'ai lu la lettre à Bouchard. C'était un moment historique pour moi […] On a montré qu'on était des personnes debout ! On était des entêté(e)s !

> —Le Parlement de la rue [7] et la Nuit des taons qui piquent m'ont fait prendre conscience des écarts qui existent dans la société québécoise. Ce qui me reste ? C'est peut-être […] au niveau de participer de plus en plus. J'ai attrapé un virus d'une plus grande lucidité […] on est piqué, on est « fait » : c'est une maladie transmise socialement. Ça m'a donné de l'énergie.

Outre cette plongée dans l'action collective qui force en retour la réflexion et la prise personnelle de position, on a pu constater à quel point les participant(e)s établissaient un lien entre les expériences personnelles, leurs savoirs et compétences et la mise en action sociale. Il s'agit, d'une façon singulière, d'accéder au politique, qui n'est plus alors interprété comme une machine de guerre où la fin justifierait les moyens. La vision utilitariste et stratégique est remplacée par l'idée que les trajectoires choisies, les manières de s'organiser, de se réunir, de décider ensemble, sont tout aussi importantes que le cahier de revendications. L'espace des cafés-rencontres, des soupers communautaires, des réunions mensuelles, est utilisé, notamment, pour verbaliser sa situation, briser l'isolement, apprendre à écouter les autres, mettre au jour des logiques plus structurelles, liées aux rapports sociaux, décider d'actions qui feraient tourner le vent. Anne Phillips (1995) parle de *politics of presence :* occuper l'espace, émerger à la visibilité et à l'audibilité. Mais, pour cela, il faut débloquer les langages, pour se comprendre dans la pluralité des expériences qui conditionnent les mots utilisés et le sens qui leur est donné.

Notons les trois expériences suivantes. D'abord, une femme, très engagée dans un groupe de défense des droits des travailleuses du sexe, souligne l'importance des savoirs d'expérience :

> J'ai été toxicomane 25 ans […] Et puis après… je suis pleine d'autres choses aussi […] Il y a bien des gens qui ne me valorisent pas par rapport à mon expérience de vie […] des travailleurs sociaux qui me banalisent. Je n'ai pas de certificat en travail social mais je suis quelqu'un qui aide beaucoup de personnes. […] On a plein de ressources, d'expertises, de belles couleurs à donner.

Au Projet Genèse, dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal, une femme, qui a immigré d'Ukraine et est reçue membre lors d'une des observations faites, nous raconte :

> Je m'implique ici dans le système de troc et je suis en mesure d'aider les immigrants russes qui arrivent. D'où je viens, il y a des règles strictes, des lois morales très fortes : des responsabilités mais pas des droits. Je suis ici, pour la première fois de ma vie, pour apprendre mes droits, mes futurs droits. Parce que je connais déjà mes responsabilités.

Un membre assidu de 75 ans, venu jadis de Pologne et citoyen canadien depuis longtemps, fait le point à son tour :

> Ça m'a pris 40 ans pour comprendre que tout ici n'allait pas si bien… Comme une goutte d'eau sur de la roche. Il y a un trou béant dans le sys-

> tème : c'est l'économie qui a pris le dessus. Politiquement, si tu es dans l'opposition, tu n'es jamais véritablement représenté. Depuis que j'ai pris ma retraite, je viens ici fréquemment participer parce que c'est une organisation qui s'engage dans l'action sociale. Ici, au Projet Genèse, ça me convient parce que je peux m'exprimer, savoir comment cette société fonctionne, comment on peut participer […] parce que c'est la seule place où je peux protester.

Les exemples que nous venons de donner n'illustrent que quelques-uns des moments, ou des raisons décisives, conduisant à l'implication sociale, galvanisant les impressions et les convictions, aidant à « devenir pratiquant ».

« La différence entre subir et agir »

En troisième et dernière partie de notre propos, nous allons aborder la question des repères laissés par l'engagement sur les parcours biographiques. Donc, que permet la participation ? quelles potentialités sont libérées ? quels apprentissages sont possibles ? comment la trajectoire de vie peut-elle être significativement interpellée ? Ce sont ces questions qui ont provoqué le plus de commentaires, des liens étant souvent établis, lors des entrevues, entre une situation antérieure et le moment vécu.

Le thème de l'importance de la parole, et de son corollaire la liberté d'opinion, est de toute première importance, et ça se comprend. Cet accès, cet apprentissage, servent sans doute à émerger du sentiment de vulnérabilité, de disqualification et de mise à l'écart, trop souvent le lot de personnes se joignant aux groupes communautaires. L'appropriation de la parole ne va pas de soi. Non seulement les mots s'étranglent-ils dans la gorge, mais encore faut-il les trouver. Nous avons noté plusieurs initiatives originales où des modes d'expression variés sont explorés : contes, ateliers de création (photoromans, théâtre, peinture, poterie, musique, informatique). Qui parle ? Est-ce que les personnes directement concernées sont présentes ? Peut-on trouver ensemble des mots « qui font avancer la comprenure » ? Une membre de COMSEP explique :

> Quand j'ai rentré ici, j'étais pas parlable : je n'aurais jamais osé aller parler à d'autres. […] Maintenant, ça fait cinq ans : j'approche, je parle à tout le monde. Je ne me tiens plus dans mon petit coin toute seule. Puis j'ai l'expérience de faire des témoignages devant madame Harel [8]. Je n'aurais jamais fait cela avant ! […] Aujourd'hui, on peut parler […] en poser des questions, on se reculera plus, on est là, on fonce, on le fait, on s'affirme.

Un homme, fier d'être élu au conseil d'administration du même organisme, poursuit :

> Moi, dans la ligne de participer, puis de prendre la parole, je nommerais le conseil d'administration… Premièrement, d'y être ! C'est un pas de plus que juste gérer ses affaires personnelles. […] Puis, avec le temps, on finit par parler en plus. Ce qui est un autre défi : on ose parler sur quelque chose […] qui est l'affaire de plusieurs personnes. Pour moi, ça, c'est un moment fort !

Des jeunes de Montréal-Nord discutent sur les raisons qui les incitent à venir au groupe :

> —Oui, le Café nous aide à nous exprimer, à être moins gêné(e)s quand tu vois du monde, à ne pas courir. Si tu es moins timide… tu vas avoir plus l'idée d'aller dire ton opinion, puis de la former que de juste suivre les autres.
>
> —Si tu peux dire ce que tu penses, c'est déjà ouvert pour le pouvoir.

Dans une entrevue au CAPMO, une membre active, responsable de la cuisine lors des soupers communautaires mensuels, se rappelait une délégation à laquelle elle avait participé, lors du dépôt du mémoire du Front commun des personnes assistées sociales sur l'assurance-médicaments. Elle s'était préparée afin de signaler aux autorités gouvernementales que la ponction sur les maigres prestations d'aide sociale était dévastatrice. Puisant dans son expérience personnelle, elle rappela « une petite phrase qui pouvait faire changement », portant « sur l'orange qu'on n'aura plus le matin […] parce qu'on va être obligé de payer ces médicaments-là ». Les personnes qui en avaient été témoins ont par la suite affirmé que cela avait influencé la baisse des montants fixés pour les diverses franchises.

> De le faire en groupe, de ne pas me sentir seule, me sentir appuyée : c'est la première fois que j'ai posé un mémoire. Ça a paru dans le journal… j'ai trouvé ça bien spécial ! [rires] Puis après, j'en ai posé deux autres.

L'expression est donc valorisée à tous les niveaux. Pour se dire, et faire sens de sa situation personnelle, bien sûr, mais aussi pour dépasser le vécu immédiat, générer une expérience

intelligible et plus collective : prendre la parole pour soi-même et pour les autres, devenir porte-parole et interpeller ceux qui décident, entrer en débat aussi, car il ne suffit pas d'être contre, il faut développer des argumentations et formuler des propositions. En d'autres mots, nous avons noté une préoccupation pour la communication inclusive, la démocratie délibérative. Les absent(e)s du regard, de la pensée et de la parole sont rarement convié(e)s dans l'espace large, neutre, raisonné, dépassionné et dépersonnalisé de la sphère publique libérale. Iris Young (2000) a, entre autres choses, réfléchi à des conditions inclusives permettant la mise en œuvre de moyens d'expression et de persuasion pluriels et contrant les seules normes reconnues de l'argumentation. Ces dernières clivent la raison et l'émotion, le verbe et la figuration ou le symbolique, font équivaloir calme et objectivité, elles délégitiment les arguments publics inhabituels, les formes de présence politique non convenues, la théâtralisation d'autres scènes du politique.

Un second thème qui surgit dans les entrevues illustre que l'engagement permet aussi de réfléchir, de donner sens à ce que l'on vit, aux conditions dans lesquelles on évolue, à la conjoncture trop souvent difficile à saisir. L'avènement de nouveaux savoirs en découle. Un participant du CAPMO soulignait qu'« en autant qu'on comprend les choses, ça déplace la souffrance. Je me sens moins comme une victime, comme un impuissant ».

Une participante très engagée dans le Café-traiteur « Bouff'elles », de COMSEP, parle des fruits de sa participation :

> La conscientisation : tu apprends tout sur tout, tout. […] Je ne connaissais absolument rien : j'embarque pas […] on ne savait même pas c'était qui le maire avant. […] Ce que ça me dit, c'est que plus on est informé, plus on comprend, plus on est intéressé : c'est comme une ouverture […] C'est grâce à ça la politique. […] Ça donne une plus grande motivation à aller voter : pas rien que ça, mais la politique en tant que telle.

Trouver le moyen de faire passer les convictions en actes est aussi un thème récurrent. Un jeune du Café souligne l'organisation, au printemps 1998, d'une Marche de solidarité interculturelle, à Montréal-Nord, précédée de la rédaction collective d'un texte (« Déclaration de principe : pour une communauté unie, soyons solidaires dans nos différences »); il explique : « Quand on a fait la marche contre le racisme, c'est vraiment les jeunes qui disaient : "Nous, on refuse de vivre dans un monde comme ça" ». C'est par l'expression « C'est la différence entre subir et agir » qu'une femme des ateliers d'alphabétisation de COMSEP illustrait ce que l'on pourrait appeler le passage à l'appropriation de l'acte. « C'est bien beau les tours de table, mais je reviens qu'il faut prendre des décisions. Il faut des solutions si on veut pas reculer », disait une membre active du comité des femmes d'Action autonomie. Et encore, ce jeune homme du CAPMO exprimait de même toute l'importance de l'agir, non pas uniquement comme issue à un long cheminement d'apprivoisement et de compréhension de sa situation et du contexte plus global, mais aussi, ainsi que nous l'avons vu au début de ce texte, comme démarreur ou enzyme déclenchant, nourrissant l'engagement : « Je n'avais pas d'outils pour agir, tandis qu'ici, on est dans le concret à 200 milles à l'heure […] Un jour, on se dit : "Bon bien, ces idées, il faut que ça se cristallise dans des gestes" ».

Les gestes d'engagement sont évidemment multiples, se situent à des paliers différents, ont des impacts variables sur les biographies personnelles et sur la vie des groupes. Il y a les diverses formes d'implication au cœur même des groupes : bénévolat, contribution à des comités de travail de toute sorte, présence aux conseils d'administration, aide à la permanence, participation à des ateliers expressifs comme des troupes de théâtre populaire, la fabrication de bannières, des chorales, des festivités, des cafés-rencontres, réalisation d'études et de sondages, de publications maison, participation, enfin, à des activités publiques de représentation et de protestation. Une membre fondatrice du comité des femmes d'Action autonomie, qui avait accepté d'être porte-parole des personnes ex-psychiatrisées dans le Groupe d'appui à la transformation des services en santé mentale (une initiative gouvernementale), parla ainsi de son cheminement :

> Il y a six ans, je n'aurais jamais embarqué dans ça : c'est les ligues majeures. Ben, après avoir participé au comité des femmes, au CA, rédigé des lettres d'invitation pour les envois […] je sentais tranquillement que je possédais des choses; je comprenais les dossiers, donc…

Elle insiste cependant avec emphase sur les multiples façons de s'impliquer afin « de prendre sa place », pour que la parole des personnes compte pour quelque chose, puisse être entendue dans le respect des contributions, quelles qu'elles soient. À ce sujet, d'ailleurs, explique une compagne, « il ne faut pas *médiocriser* ce que l'on aime et ce qu'on fait, car, si on est bon là-dedans, on va rayonner ». Volontaire

depuis quelques années pour préparer le souper lors des réunions du conseil d'administration, et la bouffe à l'occasion de toutes les festivités du groupe, elle commente :

> Je vivais avec cette idée-là, dans mon cœur, de faire à manger pour nos réunions. Je n'osais pas le faire en me disant que ce n'était pas la place. Mais moi, je reçois rarement du monde chez nous. […] Ça m'amène à tellement déborder de moi-même […] qu'il me semble que les gens sont mieux. C'est une autre façon de participer.

Un poème et un dessin de cette même membre venaient tout juste de paraître : « Ce mois-ci, c'est la première fois en cinq ans que je mettais un article dans la *Renaissance* [journal communautaire], ça me faisait tout drôle ». Elle ajoute :

> J'ai appris à prendre des décisions, faire le bilan des choses, faire mes propres propositions, poser mes propres questions, […] à prendre ma place et à reprendre du pouvoir sur ma vie.

D'autres aussi réalisent des expériences auparavant impensables, comme cet homme dans la quarantaine, de COMSEP; ayant appris à lire et à écrire, en 1997, il soumet un texte à un concours pancanadien : « C'était mon histoire, je l'avais écrite avec les mots du cœur. J'en suis fier ». Lauréat d'un prix, il est ensuite sollicité par des médias et des écoles pour encourager les apprenant(e)s à persévérer :

> C'est des affaires que je n'aurais jamais faites avant, des groupes de 80 personnes… Je le fais pour les motiver, pour ne pas décrocher, […] pour les amener dans les groupes communautaires.

Conclusion

En terminant, nous aimerions souligner deux caractéristiques des formes d'engagement observées dans notre recherche : le procès de subjectivation et le mouvement d'acteur, d'une part, et le double registre du politique qui est interpellé, d'autre part.

Comme nous pouvons le constater dans les discours des membres des groupes étudiés, se révèle la prégnance de la thématique de l'émergence du sujet[9]. Tout cet effort pour vaincre les sentiments de relégation, de mépris, d'humiliation, d'impuissance à se dire, à prendre sa place, à se conforter dans ses compétences d'humanité, à retrouver une dignité. Tout ce travail pour faire sens du vécu, se le réapproprier en expérience, afin de devenir relativement en mesure de décider de la suite, pour soi et avec d'autres, du devenir commun. On comprend ici toute l'importance de sentir que l'on compte, que l'on fait autorité, et l'impératif de déployer ses facultés pour penser, proposer, agir sur la définition de l'intérêt général. Mais il est nécessaire de faire ici une mise en garde. Il ne s'agit pas, en parlant de l'émergence du sujet-acteur, de répercuter divers discours actuels d'appel à l'autoprise en charge communautaire, à l'autonomisation (*empowerment*), à l'adaptation et à la responsabilisation de citoyens-clients par l'acquisition individuelle de compétences et d'habiletés permettant aux personnes « en difficulté » de « se prendre en mains ». Les participant(e)s des groupes rencontrés ne sont pas ciblé(e)s comme « populations à risque » ou « clientèles à problèmes ». Comme le dit si bien Marcelo Otero (2003) : « En un mot, l'adaptation est la "nouvelle" façon de nommer la "docilité politique" dans les sociétés démocratiques libérales contemporaines ». L'angle d'approche vise plutôt à travailler sur la dynamique de la « vulnérabilité » elle-même, sur le fait que ces personnes font partie des plus démunies sur les plans social, économique et politique, sur la nécessaire problématisation, notamment, des contraintes structurelles de cet « environnement » auquel il faudrait s'adapter.

L'engagement se profile et se décide à un moment des trajectoires de vie, ces dernières riches de savoirs situés, de sensibilités singulières — de ce que Young (2000) appelle des « perspectives » découlant de positionnements différenciés dans les rapports sociaux — inspirant, à leur tour, les pratiques d'engagement social et politique.

En second lieu, on note que la trame de l'engagement est constituée du fait de « se solidariser avec d'autres dans un agir public » ou encore, comme nous le soulignions au départ, de « ce par quoi chacun est sollicité pour devenir producteur de lien social ». L'interpellation du pouvoir politique prend plusieurs formes : dépôt de mémoires en commission parlementaire, organisation par des personnes peu scolarisées d'un débat contradictoire avec les candidats aux élections québécoises (qui sera d'ailleurs couvert par des médias nationaux), travail de longue haleine pour faire modifier des lois ou des

règlements. Il s'agit de l'implication dans le cadre de l'espace politique institutionnel. Comme le soulignait une participante du CAPMO :

> Je suis juste une petite bonne femme du BS mais j'ai quelque chose à dire aux plus grands : qu'on puisse s'en sortir nous autres, qu'on montre qu'on est quelqu'un de digne. […] On fait des gains, quand bien même on n'obtient pas tout. Comme quand le ministre part du grand Parlement et s'en vient nous voir, c'est quelque chose : ç'a bougé !

Que ce soit au CAPMO, à COMSEP, au Café-Jeunesse ou au Projet Genèse, ce rapport au politique institutionnel n'est pas de la nature d'une simple alphabétisation politique, dans le style d'un cours introductif aux institutions. On a affaire à une démarche collective complexe, partant du vécu, des trajectoires et expertises des personnes, créant de nouvelles connaissances sur la vie de la cité, tout en constituant un moment expérientiel, accoucheur de soi, de soi dans le monde, de soi aux autres.

Mais le rapport au politique se construit aussi dans l'occupation originale et serrée de « l'espace social, public, politique », selon l'expression de Maheu (1983). Il s'agit du rapport au politique qui loge la légitimité de ce dernier dans l'espace de la *res publica*, la communauté politique de base, où s'élabore et d'où émane l'opinion publique, et qui, à travers des luttes, des échanges et des conflits, débat du devenir de la collectivité et du contrat social. Ce registre, simultanément *polis* et *praxis*, débat et capacité de résistance, espace de rassemblement expressif, symbolique et réflexif, en somme théâtralisation d'autres scènes du politique, est crucial et permet de repenser de façon novatrice la complexité du système d'action politique, d'élargir l'espace de la démocratie en rendant audibles et visibles les exclu(e)s de l'espace de la parole et de l'action politique. Le CAPMO est passé expert dans les « actions dérangeantes », comme le Parlement de la rue, les jeûnes, les veilles de nuit, l'idée d'un projet de loi émanant des personnes appauvries et soutenu par la collectivité large, la distribution de petits pains aux parlementaires : « Nous sommes des taons qui piquent ». COMSEP, le Projet Genèse et le Café-Jeunesse, avec les pièces de théâtre, les cortèges dans les rues, l'envoi d'enveloppes remplies de miettes de pain à la mairie, ou la présence d'« huissiers de la justice sociale » au bureau du Premier ministre au lendemain des élections, occupent la sphère publique à partir d'initiatives citoyennes plurielles.

Jocelyne Lamoureux
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Notes

[1] Parmi les auteurs ayant analysé cette problématique, voir Maheu et Sales, 1991; Touraine, 1984; Melucci, 1989.

[2] Le Comité aviseur de l'action communautaire autonome évalue à 4000 le nombre de groupes. http ://www. comavis-aca.org (15 janvier 2004).

[3] Les principaux éléments caractérisant ce mouvement autonome sont explorés par Lorraine Guay (1999).

[4] Lors des entrevues semi-dirigées, nous avons été attentive à laisser surgir les images force évoquant les tensions ou mises à l'écart du vivre-ensemble, les moments déclencheurs de façons autres de sentir et d'agir, et l'espace occupé en ce moment. Nous avons fait une analyse thématique des expressions et des métaphores, et avons constitué des constellations de sens permettant d'en rendre compte.

[5] Jeûne à relais du refus de la misère : activité de jeûne à relais de 24 heures tenue dans une église, à Québec, et dans 130 localités au Québec, en 1996. Quelque 2500 personnes, dans le contexte de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et l'ouverture du Sommet de Montréal sur l'économie et l'emploi, y revendiquaient de faire adopter, contre l'impératif du « déficit zéro », une clause « d'appauvrissement zéro » du cinquième le plus pauvre de la population. Elle sera effectivement relayée au Sommet et reprise par l'ensemble du mouvement sociocommunautaire.

[6] La Nuit des taons qui piquent : veille dans la nuit faisant le pont entre la date limite de production de la déclaration de revenus et la Fête internationale des travailleurs-euses de la production. 250 personnes de tous les milieux débattent et réfléchissent sur les problèmes d'arrimage entre économie, emploi et finances publiques. Un conte populaire, « Crotte mon âne », sert de déclencheur. De là, l'idée empruntée du « taon qui pique ». Une lettre collective, signée en pleine citoyenneté, est adressée au Premier ministre Bouchard sollicitant un rendez-vous afin d'aborder les soucis et les propositions de personnes vivant la pauvreté.

[7] Parlement de la rue : pendant un mois, du 15 novembre au 15 décembre 1997, le CAPMO dresse dans deux roulottes, de l'autre côté des Fortifications qui le séparent de l'Assemblée nationale, le Parlement de la rue, une « zone libre d'oppression ». Une soixantaine d'activités ont lieu durant le siège : accueil de délégations diverses (étudiantes, syndicales et populaires), voire d'une vingtaine de députés et ministres, manifestation de 1000 personnes le jour de l'inauguration, participation à des reportages et à des entrevues. Bernard Landry, alors ministre des Finances, s'y présente et accepte d'entamer un dialogue avec les membres du CAPMO : cela donne naissance au « Carrefour de savoirs sur les finances publiques ».

[8] Louise Harel, alors ministre de la Sécurité sociale.

[9] À notre avis, c'est Alain Touraine (1994, 1997) qui a le mieux décrit et analysé ce concept.

Bibliographie

BÉLANGER, Paul, et Benoît LÉVESQUE. 1992. « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) » dans Gérard DAIGLE et Guy ROCHER, dir. *Le Québec en jeu : Comprendre les grands défis*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal : 713-747.

BOISMENU, Gérard, et Jane JENSON. 1996. « La réforme de la sécurité du revenu pour les sans-emploi et la dislocation du régime de citoyenneté canadien », *Politique et Sociétés*, 30, automne : 29-52.

DONZELOT, Jacques. 1994. *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques.* Paris, Seuil, Coll. Points Essais, 263 p.

DUBET, François. 1995. « Sociologie du sujet et sociologie de l'expérience » dans François DUBET et Michel WIEVORKA, dir. *Penser le Sujet : autour d'Alain Touraine. Colloque de Cerisy*. Paris, Fayard.

GILLET, Jean-Claude. 1995. *Animation et animateurs. Le sens de l'action.* Paris, L'Harmattan, 326 p.

GUAY, Lorraine. 1999. *Pour un mouvement communautaire citoyen.* Saint-Jérôme, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides, 140 p.

HASSENTEUFEL, Patrick. 1996. « L'État-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté », *L'Année sociologique*, 46, 1.

HASSENTEUFEL, Patrick. 1997. « La citoyenneté en question : exclusion sociale et citoyenneté », *Les Cahiers français*, 281, mai-juin.

KLEINMAN, Arthur, et Joan KLEINMAN. 1996. « Cultural appropriations of suffering in our times », *Daedalus*, « Social Suffering », 125, 1, hiver.

KLEINMAN, Arthur, Veena DAS et Margaret LOCK, dir. 1997. *Social Suffering.* Berkeley, University of California Press.

LAMOUREUX, Jocelyne. 1999. *Citoyenneté et pensée métisse : pratiques réfléchies de quatre sites de citoyenneté au Québec.* Rapport de recherche remis dans le cadre de la participation du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (Québec) au projet du Conseil de l'Europe « Éducation à la citoyenneté démocratique ». Montréal, mai, 180 p., document sous reliure Cerlox.

LAMOUREUX, Jocelyne. 2000. « Représentations et pratiques citoyennes dans le mouvement communautaire autonome » dans Yves BOISVERT, J. HAMEL et M. MOLGAT, dir. *Vivre la citoyenneté au Québec : identité, appartenance et participation*. Montréal, Liber, 190 p.

LAMOUREUX, Jocelyne. 2001. « Marges et citoyenneté », *Sociologie et sociétés*, numéro thématique intitulé « L'exclusion : changement de cap », XXXIII, 2 (automne) : 29-47.

LAMOUREUX, Jocelyne. 2004. « Devenir des cosujets d'un monde commun : le comité des femmes d'Action Autonomie » dans Nancy GUBERMAN, Jennifer BEEMAN, Jocelyne LAMOUREUX, Danièle FOURNIER et Lise GERVAIS. *Démocratie inclusive ? Représentations et pratiques dans les groupes de femmes au Québec*. Montréal, Éditions Saint-Martin, sous presse.

MCALL, Christopher. 1995. « Les murs de la cité : territoires d'exclusion et espaces de citoyenneté », *Lien social et politiques-RIAC*, 34, automne : 81-92.

MAHEU, Louis. 1983. « Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social », *Sociologie et sociétés*, XV, 1 : 77-92.

MAHEU, Louis, et Arnaud SALES, dir. 1991. *La recomposition du politique*. Paris et Montréal, L'Harmattan et Presses de l'Université de Montréal, 324 p.

MELUCCI, Alberto. 1983. « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50 (automne) : 13-30.

MELUCCI, Alberto. 1989. *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society. Edited by John Keane and Paul Mier.* Philadelphie, Temple University Press, 288 p.

OTERO, Marcelo. 2003. *Les règles de l'individualité contemporaine : santé mentale et société.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 322 p.

PHILLIPS, Anne. 1995. *The Politics of Presence : Issues in Democracy and Group Representation.* Oxford, Oxford University Press.

RICOEUR, Paul. 1994. « La souffrance n'est pas la douleur », *Autrement*, 142, février : 58-69.

TOURAINE, Alain. 1984. *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*. Paris, Fayard, 350 p.

TOURAINE, Alain. 1994. *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris, Fayard, 297 p.

TOURAINE, Alain. 1997. *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents.* Paris, Fayard, 395 p.

YOUNG, Iris Marion. 1989. « Polity and group difference : A critique of the ideal of universal citizenship », *Ethics*, 99, 2.

YOUNG, Iris Marion. 1990. *Justice and the Politics of Difference.* Princeton (N. J.), Princeton University Press.

YOUNG, Iris Marion. 2000. *Inclusion and Democracy.* Oxford et New York, Oxford University Press, 304 p.